

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 1602

[C — 2002/27387]

25 AVRIL 2002. — Décret instituant le contrôle des communications des membres du Gouvernement wallon (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par :

1° communications gouvernementales : les communications et campagnes d'information du Gouvernement wallon, d'un ou de plusieurs de ses membres, quel que soit le support médiatique, destinées au public, auxquelles ils ne sont pas tenus en vertu d'une disposition légale ou administrative et qui sont financées directement ou indirectement par des fonds publics;

2° parti politique : l'association de personnes physiques, dotée ou non de la personnalité juridique, qui participe aux élections prévues par la Constitution, la loi, le décret et l'ordonnance, qui présente des candidats à ces élections et qui, dans les limites de la Constitution, de la loi, du décret et de l'ordonnance, tente d'influencer l'expression de la volonté populaire de la manière définie dans ses statuts ou son programme.

Art. 2. Il est institué une Commission de contrôle des communications gouvernementales des membres du Gouvernement wallon, ci-après dénommée « Commission de contrôle ».

La Commission de contrôle est composée de membres du Conseil régional wallon et est présidée par le Président du Conseil régional wallon.

Le Conseil régional wallon prévoit dans son règlement les mesures qu'il juge utiles pour assurer l'exécution du présent décret.

Art. 3. § 1^{er}. La Commission de contrôle est tenue de contrôler toutes les communications gouvernementales.

§ 2. Le Gouvernement wallon ou un ou plusieurs de ses membres qui souhaitent lancer une communication gouvernementale visée au § 1^{er} doivent déposer, préalablement à la diffusion, une note de synthèse auprès de la Commission de contrôle.

Cette note reprend le contenu et les motifs de la communication gouvernementale, les moyens utilisés, le coût total et les firmes consultées.

Dans les quinze jours qui suivent le dépôt de la note de synthèse, la Commission de contrôle rend un avis non contraignant.

L'avis est négatif dans le cas où la communication gouvernementale vise, en tout ou en partie, la promotion de l'image personnelle d'un ou de plusieurs membres du Gouvernement wallon ou de l'image d'un parti politique.

Dans le cas où la Commission de contrôle n'a pas rendu son avis dans le délai de quinze jours, l'avis est réputé positif.

§ 3. Dans les quinze jours qui suivent la parution ou la diffusion de la communication gouvernementale, à la demande d'un quart de ses membres, la Commission de contrôle se saisit du dossier pour lequel un avis négatif a été rendu.

La Commission de contrôle est également saisie selon la même procédure dans le cas où le contenu de la communication gouvernementale, exposé dans la note de synthèse, a été modifié.

§ 4. Dans le cas où la communication gouvernementale vise à promouvoir l'image personnelle d'un ou de plusieurs membres du Gouvernement wallon ou l'image d'un parti politique, la Commission de contrôle applique les sanctions selon les modalités suivantes :

- pour une première contravention : un blâme au contrevenant avec parution dans la presse;
- pour une deuxième contravention : imputation du quart du coût total de la communication gouvernementale au contrevenant;
- pour une troisième contravention : imputation des trois quarts du coût total de la communication gouvernementale au contrevenant;
- pour une quatrième contravention et les suivantes : imputation de la totalité du coût total de la communication gouvernementale au contrevenant.

L'imputation visée à l'alinéa précédent porte sur les dépenses électorales des intéressés lors des prochaines élections auxquelles ils se présentent.

Dans le cas où l'avis de la Commission de contrôle, tel que prévu par le présent article, n'aura pas été demandé, la totalité du coût de la communication gouvernementale est de plein droit imputée sur les dépenses électorales des intéressés lors des prochaines élections auxquelles ils se présentent. Pour ce faire, la Commission de contrôle se saisit d'office.

La décision motivée de la Commission de contrôle est rendue dans le mois qui suit la saisine, dans le respect des droits de la défense.

La décision de la Commission de contrôle est prise à la majorité simple de ses membres.

Cette décision est communiquée aux intéressés dans les sept jours qui suivent.

Elle est publiée au *Moniteur belge*.

§ 5. Les délais prévus aux paragraphes 3 et 4 sont suspendus lorsque le Conseil régional wallon est ajourné, quand la session est close et pendant les vacances parlementaires. Pour les vacances d'été, les délais sont suspendus à partir du dernier jour de séance plénière précédant celles-ci et jusqu'au 31 août.

Art. 4. La Commission de contrôle arrête son règlement, qui est publié au *Moniteur belge*.

Art. 5. Le présent décret entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 25 avril 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

—————
Note

(1) *Session 2001-2002.*

Documents du Conseil 324 (2001-2002) n^{os} 1 à 7.

Compte rendu intégral, séance publique du 16 avril 2002.

Discussion.

Compte rendu intégral, séance publique du 17 avril 2002. Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 1602

[C — 2002/27387]

25. APRIL 2002 — Dekret zur Einführung der Kontrolle der Mitteilungen der Mitglieder der Wallonischen Regierung (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° Regierungsmitteilungen: die Mitteilungen und Informationskampagnen der Wallonischen Regierung, eines bzw. mehrerer ihrer Mitglieder, welches das Kommunikationsmittel auch sein mag und die für die Öffentlichkeit bestimmt sind, zu denen sie nicht aufgrund einer gesetzlichen oder verwaltungsmäßigen Bestimmung verpflichtet sind und die direkt oder indirekt durch öffentliche Mittel finanziert sind;

2° politische Partei: die Vereinigung von natürlichen Personen mit oder ohne Rechtspersönlichkeit, die an den durch die Verfassung, das Gesetz, das Dekret und die Ordonnanz vorgesehenen Wahlen teilnimmt, die Kandidaten bei diesen Wahlen aufstellt und die in den Grenzen der Verfassung, des Gesetzes, des Dekrets oder der Ordonnanz versucht, den Ausdruck des Willens des Volkes, wie in ihren Statuten oder ihrem Programm bestimmt ist, zu beeinflussen.

Art. 2 - Es wird eine hierunter "Kontrollkommission« genannte Kommission zur Kontrolle der Regierungsmittelungen der Mitglieder der Wallonischen Regierung eingesetzt.

Die Kontrollkommission besteht aus Mitgliedern des Wallonischen Regionalrats und ihr Vorsitz wird durch den Vorsitzenden des Wallonischen Regionalrats geführt.

Der Wallonische Regionalrat sieht in seiner Regelung die Maßnahmen vor, die zwecks der Durchführung des vorliegenden Dekrets für notwendig erachtet.

Art. 3 - § 1. Die Kontrollkommission ist verpflichtet, die gesamten Regierungsmittelungen zu kontrollieren.

§ 2. Die Wallonische Regierung oder ein bzw. mehrere ihrer Mitglieder, die eine im § 1 erwähnte Regierungsmittelung herausgeben möchten, sind verpflichtet, vor ihrer Verbreitung eine Zusammenfassungsvermerkung bei der Kontrollkommission zu hinterlegen.

Diese Vermerkung umfasst den Inhalt und die Begründungen der Regierungsmittelung, die benutzten Mittel, die Gesamtkosten und die zu Rate gezogenen Firmen.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Hinterlegung der Zusammenfassungsvermerkung gibt die Kontrollkommission ein unverbindliches Gutachten ab.

Das Gutachten ist negativ, wenn die Regierungsmittelung ganz oder teilweise auf die Stärkung des Images eines bzw. mehrerer Mitglieder der Wallonischen Regierung oder des Images einer politischen Partei abzielt.

Wenn die Kontrollkommission ihr Gutachten innerhalb der Frist von fünfzehn Tagen nicht abgegeben hat, wird das Gutachten als positiv betrachtet.

§ 3. Innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Veröffentlichung oder der Verbreitung der Regierungsmittelung befasst sich die Kontrollkommission auf Antrag eines Viertels ihrer Mitglieder mit der Vermerkung, für die ein negatives Gutachten abgegeben wurde.

Die Kontrollkommission wird ebenfalls und auf die gleiche Weise befasst, wenn der Inhalt der Regierungsmittelung, der in der Zusammenfassungsvermerkung dargestellt war, abgeändert worden ist.

§ 4. Wenn die Regierungsmittelung auf die Stärkung des Images eines bzw. mehrerer Mitglieder der Regierung oder des Images einer politischen Partei abzielt, erlegt die Kontrollkommission die Strafen nach den folgenden Modalitäten auf:

- für eine erste Übertretung: Verweis an den Übertreter mit Veröffentlichung in der Presse;
- für eine zweite Übertretung: Anrechnung des Viertels der Gesamtkosten der Regierungsmittelung zu Lasten des Übertreters;
- für eine dritte Übertretung: Anrechnung der drei Viertel der Gesamtkosten der Regierungsmittelung zu Lasten des Übertreters;
- für eine vierte Übertretung und die folgenden Übertretungen: Anrechnung der Gesamtheit der Kosten der Regierungsmittelung zu Lasten des Übertreters.

Die im vorstehenden Absatz erwähnte Anrechnung bezieht sich auf die Wahlausgaben der Betroffenen bei den nächsten Wahlen, zu denen sie sich stellen.

Falls das Gutachten der Kontrollkommission, wie in diesem Artikel vorgesehen, nicht beantragt worden ist, wird die Gesamtheit der Kosten der Regierungsmittelung von Rechts wegen auf die Wahlausgaben der Betroffenen bei den nächsten Wahlen, zu denen sie sich stellen, angerechnet.

Zu diesem Zweck befasst sich die Kontrollkommission damit von Amts wegen.

Der begründete Beschluss der Kontrollkommission wird innerhalb des Monats, nachdem sie befasst wurde, unter Beachtung des Rechts der Verteidigung gefasst.

Der Beschluss der Kontrollkommission wird mit der einfachen Mehrheit ihrer Mitglieder gefasst.

Dieser Beschluss wird den Betroffenen innerhalb von den darauffolgenden sieben Tagen mitgeteilt.

Er wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

§ 5. Die in §§ 3 und 4 festgelegten Fristen werden ausgesetzt, wenn der Wallonische Regionalrat vertagt ist, wenn die Sitzungsperiode geschlossen ist und während der Parlamentsferien. Für die Sommerferien werden die Fristen ab dem letzten Plenarsitzungstage vor diesen Sommerferien und bis zum 31. August ausgesetzt.

Art. 4 - Die Kontrollkommission legt ihre Regelung fest, die im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Art. 5 - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.
Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, 25. April 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

—————
Note

(1) *Sitzung 2001-2002*
Dokumente des Rats 324 (2001-2002), Nr. 1 bis 7
Ausführliches Sitzungsprotokoll - öffentliche Sitzung vom 16. April 2002
Diskussion
Ausführliches Sitzungsprotokoll - öffentliche Sitzung vom 17. April 2002
Abstimmung

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 1602

[C - 2022/27387]

25 APRIL 2002. — Decreet tot instelling van de controle op de communicaties van de leden van de Waalse Regering (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° overheidscommunicaties : de communicaties en voorlichtingscampagnes van de Waalse Regering, van één of meerdere van haar leden, ongeacht de mediadrager, die bestemd zijn voor het publiek, waartoe ze niet verplicht zijn krachtens een wettelijke of administratieve bepaling en die rechtstreeks of onrechtstreeks gefinancierd zijn met overheidsmiddelen;

2° politieke partij : de vereniging van natuurlijke personen, die de rechtspersoonlijkheid al dan niet bezit, die deelneemt aan de verkiezingen bepaald bij de Grondwet, de wet, het decreet en de ordonnantie, die kandidaten voordraagt met het oog op die verkiezingen en die, binnen de grenzen van de Grondwet, de wet, het decreet of de ordonnantie, de uitdrukking van de volkswil probeert te beïnvloeden op de wijze bepaald in haar statuten of programma.

Art. 2. Een Commissie belast met de controle op de overheidscommunicaties van de leden van de Waalse Regering, hierna "Controlecommissie" genoemd, wordt ingesteld.

De Controlecommissie is samengesteld uit leden van de Waalse Gewestraad en haar voorzitterschap wordt waargenomen door de Voorzitter van die Raad.

De Waalse Gewestraad bepaalt in zijn reglement de maatregelen die hij nodig acht voor de uitvoering van dit decreet.

Art. 3. § 1. De Controlecommissie moet zorgen voor de controle op alle overheidscommunicaties.

§ 2. De Waalse Regering of één of meerdere van haar leden die een overheidscommunicatie, zoals bedoeld in paragraaf 1, wensen te organiseren, moeten vóór de verspreiding daarvan een synthesenota indienen bij de Controlecommissie.

Die nota bevat de inhoud en de redenen van de overheidscommunicatie, de gebruikte middelen, de totaalcost en de geraadpleegde firma's.

Binnen vijftien dagen na de indiening van de synthesenota, geeft de Controlecommissie een niet-bindend advies.

Het advies is negatief indien de overheidscommunicatie, geheel of gedeeltelijk, de bevordering beoogt van het persoonlijk imago van één of meerdere leden van de Waalse Regering of van het imago van een politieke partij.

Indien de Controlecommissie haar advies niet heeft uitgebracht binnen de termijn van vijftien dagen, wordt het advies geacht positief te zijn.

§ 3. Binnen vijftien dagen na de publicatie of de verspreiding van de overheidscommunicatie wordt het dossier waarvoor een negatief advies werd gegeven, op aanvraag van een vierde van haar leden, aanhangig gemaakt bij de Controlecommissie.

De zaak wordt ook aanhangig gemaakt bij de Controlecommissie volgens dezelfde procedure indien wijzigingen zijn aangebracht in de inhoud van de overheidscommunicatie, zoals die uiteengezet wordt in de synthesesnota.

§ 4. Indien de overheidscommunicatie de bevordering beoogt van het persoonlijk imago van één of meerdere leden van de Waalse Regering of van het imago van een politieke partij, past de Controlecommissie de straffen toe volgens de volgende modaliteiten :

- voor een eerste overtreding : een berisping aan de overtreder met publicatie in de pers;
- voor een tweede overtreding : aanrekening van het vierde van de totaalcost van de overheidscommunicatie aan de overtreder;
- voor een derde overtreding : aanrekening van drie vierde van de totaalcost van de overheidscommunicatie aan de overtreder;
- voor een vierde overtreding en volgende : aanrekening van de totaalcost van de overheidscommunicatie aan de overtreder.

De in het vorige lid bedoelde aanrekening betreft de verkiezingsuitgaven van betrokkenen bij de eerstvolgende verkiezingen waarvoor ze kandidaat zijn.

Indien het advies van de Controlecommissie, zoals bepaald bij dit artikel, niet wordt aangevraagd, wordt de totaalcost van de overheidscommunicatie van rechtswege aangerekend op de verkiezingsuitgaven van betrokkenen bij de eerstvolgende verkiezingen waarvoor ze kandidaat zijn. Daarvoor wordt de zaak van rechtswege aanhangig gemaakt bij de Controlecommissie.

De gemotiveerde beslissing van de Controlecommissie wordt gegeven binnen een maand na aanhangigmaking van de zaak, met inachtneming van de rechten van de verdediging.

De beslissing van de Controlecommissie wordt bij gewone meerderheid genomen.

Die beslissing wordt binnen zeven dagen meegedeeld aan betrokkenen.

Ze wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 5. De in paragrafen 3 en 4 bedoelde termijnen worden geschorst als de Waalse Gewestraad wordt verdaagd, wanneer de zitting wordt gesloten en tijdens het reces. Tijdens het zomerreces worden de termijnen geschorst vanaf de dag van de laatste plenaire vergadering vóór het reces en tot 31 augustus.

Art. 4. De Controlecommissie stelt haar reglement vast, dat in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag na die waarop het in het *Belgisch Staatsblad* werd bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 april 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

Stukken van de Raad, 324 (2001-2002) nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag, openbare vergadering van 16 april 2002.

Bespreking.

Volledig verslag, openbare vergadering van 17 april 2002.

Stemming.